

Valérie Masson-Delmotte:

«Heureusement, le futur n'est pas écrit»

Valérie Masson-Delmotte est paléoclimatologue et a été coprésidente du Giec de 2015 à 2023.

Propos recueillis par Hervé Boggio - 18 juin 2025 à 06:00 - Temps de lecture : 3 min



Pour Valérie Masson-Delmotte, «la question posée aujourd'hui est celle des politiques publiques qui, si elles sont mises en place, peuvent être défaites, comme aux États-Unis...» Photo archives Cédric Jacquot

Quel regard portez-vous sur les évolutions en matière environnementale ces cinq dernières années ?

«Ce que l'on observe c'est que le niveau des émissions de gaz à effet de serre, notamment le CO₂ lié aux énergies fossiles, continue d'augmenter au niveau mondial. Mais moins vite qu'au cours de la décennie précédente, en lien avec les mobilités électriques notamment, mais aussi des divers process bas carbone. Vingt-quatre pays, dont la France, sont inscrits dans des trajectoires de baisses durables de leurs émissions. Le développement de politiques publiques après Kyoto puis l'accord de Paris ont permis d'éviter l'émission de milliards de tonnes de CO₂ chaque année ainsi que des particules, grâce aux leviers réglementaires, fiscaux qui ont été actionnés mais aussi de communication. Nous savons aujourd'hui ce qui fonctionne. Mais nous avons été souvent contraints ces dernières années à passer en mode "gestion de crise" ce qui tend à montrer que nos politiques d'adaptation sont insuffisantes. Sur dix ans, les températures moyennes se sont élevées de 1,2°C en moyenne même si ce niveau a pu être plus élevé comme en 2024 avec +1,52°C mais sur une année seulement. Il y a également quelques nouvelles encourageantes, comme le fait que le niveau des émissions de CO₂ chinoises n'a pas réaugmenté depuis mars 2024 par exemple.»

Les perspectives d'ici à 2030 vous semblent-elles satisfaisantes ?

«À l'horizon 2030, on pourrait être à +1,5°C sachant que l'objectif de l'accord de Paris est de maintenir le réchauffement en deçà de +2°C. Ce qu'il faut comprendre c'est que l'Europe est une des régions les plus touchées par les effets de ce réchauffement: élévation du niveau des océans qui a atteint + 23 cm par rapport à 1900 avec des effets désormais visibles sur le littoral; fonte accélérée des glaciers, vague de chaleur, sécheresse, pluie aux effets cataclysmiques, etc. Un constat malgré les actions entreprises mais qui demeurent insuffisantes. La question posée aujourd'hui est celle des politiques publiques qui, si elles sont mises en place, peuvent être défaites, observons ce qui est fait aux États-Unis... Des revirements face auxquels les productions alimentaires, par exemple, sont en première ligne, mais aussi les questions de santé ou encore les forêts. En tenant compte également des enjeux liés à la diffusion massive de désinformation autour du climat qui sape notre capacité à faire société en fait, c'est-à-dire à débattre autour de constats scientifiques partagés.»

Quid de l'horizon 2050 ?

«Dans l'état actuel de nos connaissances et si nos politiques publiques ne devaient pas évoluer, nous sommes sur un scénario à +2°C à l'horizon 2050, puis + 3°C à la fin du siècle avec les conséquences afférentes... Mais fort heureusement, quelles que soient les difficultés, le futur n'est pas écrit! On peut agir et c'est même nécessaire, avec toutes les difficultés que cela peut représenter pour tenir compte des inégalités territoriales, sociales, entre les différents secteurs d'activité, etc. Avec cette question qui s'impose: comment protéger les plus vulnérables dans ce contexte; comment articuler nos politiques d'emplois industriels et celles qui sont favorables aux objectifs de neutralité carbone?»